

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 27 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

IPER EOL Lidrezing

19 avenue Charles de Gaulle
08300 Rethel

Références : LIDREZING_PE-LIDREZING_2023-02-24_RAPVI_LVB_24459
Code AIOT : 0006210022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 septembre 2022 dans l'établissement IPER EOL Lidrezing implanté 57340 Lidrezing. L'inspection a été annoncée le 11 juillet 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPER EOL Lidrezing
- Lidrezing 57340 Lidrezing
- Code AIOT : 0006210022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IPER EOL Lidrezing est autorisée, par arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-191 du 23 août 2018 modifié, à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent regroupant 6 aérogénérateurs sur la commune de Lidrezing. Par courrier du 28 février 2022, la société IPER EOL Lidrezing a notifié à la préfecture de la Moselle la mise en service industrielle du parc au 1^{er} mars 2022. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un premier contrôle après la mise en service industrielle du parc.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite de récolement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exercices d'entraînement	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15	/	Sans objet
8	Bruit - autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Essais aérogénérateurs	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17	/	Sans objet
3	Contrôles des équipements de sécurité et des machines	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18	/	Sans objet
4	Opérations de maintenance	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 19	/	Sans objet
5	Consignes de sécurité	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10	/	Sans objet
7	Implantation géographique	Arrêté préfectoral du 7 mai 2020, article 1	/	Sans objet
9	Accès carrossable	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7	/	Sans objet
10	Prescriptions à observer par les tiers	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14	/	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24	/	Sans objet
12	Suivi environnemental avifaune et chiroptères	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 12	/	Sans objet
13	Bridage chiroptérologique	Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Suivi environnemental du Milan royal	Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 4, mesure 2	/	Sans objet
15	SDA	Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 4, mesure 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent sur les dispositions constructives, le contrôle des équipements de défense incendie et de sécurité, les installations électriques et le suivi environnemental du parc.

L'exploitant n'a pas réalisé de campagne de mesure acoustique dans les 6 mois après la mise en service industrielle du parc. Par courriel du 14 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis signé pour la réalisation de la campagne acoustique au mois de février 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Fonctionnement de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent [...]. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents / incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats : Les opérations de maintenance sont sous-traitées à l'entreprise VESTAS tandis que l'exploitation technique du parc est effectuée par la société VALEMO.</p> <p>Les procédures à suivre en cas d'urgence sont affichées de manière lisible à l'entrée de chaque aérogénérateur. L'exploitant n'a pas procédé à des exercices d'entraînement spécifiquement sur le parc éolien de Lidrezing. En revanche, l'exploitant a fourni par courriel du 27 septembre 2022 le compte-rendu des exercices d'entraînement du mois de mars 2022 sur le parc éolien de Saint-Père Energies en Loire Atlantique pour un exercice de gestion d'urgence incendie pour le même type de machines. Ce parc est également exploité par TTR Energy. Par courriel du 24 janvier 2023, l'exploitant s'est engagé à réaliser un exercice d'entraînement courant du mois de mars 2023 sur le parc éolien de Lidrezing.</p> <p>L'exploitant ne possède pas de registre pour la réalisation des exercices d'entraînement, puisque aucun incident et exercice n'ont été réalisés sur le parc.</p>
<p>Observations : La prescription de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, n'est pas respectée pour</p>

la réalisation des exercices d'entraînement.
Cependant, au vu des engagements de l'exploitant sur la réalisation d'un exercice spécifique sur le parc éolien de Lidrezing, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat et de contrôler ce point ainsi que la mise en place du registre ad-hoc lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Essais aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>[...]</p>
<p>Constats : La mise en service industrielle du parc éolien de Lidrezing date du 1^{er} mars 2022. Par courriel du 2 février 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle réalisés en décembre 2021 par le sous-traitant VESTAS pour tous les aérogénérateurs du parc qui assurent de la réalisation d'essais pour un arrêt, un arrêt d'urgence ainsi qu'un arrêt depuis un régime de survitesse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles des équipements de sécurité et des machines

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels- Equipements et contrôles des machines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. [...]</p>
Constats : I- L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des 3 mois après la mise en service industrielle du parc d'avril 2022 pour le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles et du contrôle visuel de chaque aérogénérateur. Ceux-ci n'appellent pas d'observation. Le contrôle des brides de fixation s'effectue au moyen d'un marquage couleur.
II- L'exploitant a présenté un tableur qui indique le nom du technicien qui a procédé à la réalisation du contrôle visuel des pales, le numéro de l'aérogénérateur, la date du contrôle et les éventuels commentaires associés. Les contrôles ont été réalisés le 27 juin 2022, soit dans les 6 mois après la mise en service industrielle du parc. Aucune observation n'a été relevée dans le contrôle visuel des pâles pour les 6 aérogénérateurs du parc le 27 juin 2022.
III- L'exploitant a présenté la liste des équipements de sécurité. Celle-ci précise la fonctionnalité de chacun des équipements, la fréquence des tests (annuelle) et les opérations de maintenance courantes destinées à garantir leur efficacité dans le temps. La liste des équipements de sécurité comporte l'ensemble des éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 19
Thème(s) : Situation administrative - Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté le manuel d'entretien des machines procuré auprès du sous-traitant VESTAS dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité. L'exploitant a présenté son registre de maintenance informatique interne à l'inspection des installations classées. Les personnes qui sont amenées à intervenir sur les aérogénérateurs du parc éolien de Lidrezing doivent systématiquement appeler l'exploitant avant le début et après chaque intervention sur un aérogénérateur afin de compléter le registre de maintenance informatique de l'exploitant. Celui-ci identifie l'aérogénérateur concerné, la personne qui a réalisé l'intervention, la date et heures d'intervention ainsi que la raison de l'intervention. Ce registre n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
Thème(s) : Situation administrative - Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que les consignes de sécurité sont affichées de manière lisible à l'entrée de chaque aérogénérateur ainsi que dans le poste de livraison. Celles-ci ont pu être contrôlées pour les aérogénérateurs L3 et L4 et le poste de livraison lors de la visite d'inspection. Elles indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les procédures d'arrêt d'urgence ; - Les coordonnées du responsable du site ; - Un numéro d'astreinte ainsi que les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours ; - Les informations à transmettre aux services de secours. - Le plan d'évacuation. <p>De plus, l'exploitant a présenté le plan de prévention des risques du parc qui indique les consignes à suivre en cas d'arrêt d'urgence, d'incendie et d'entrée en régime de survitesse. Ce document est porté à la connaissance de la société VESTAS qui réalise les opérations de maintenance sur le parc. D'autre part, le sous-traitant pour l'exploitation technique du parc VALEMO dispose d'une procédure de sécurité interne présentée à l'inspection. Celle-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Les consignes de sécurité sont portées à la connaissance du personnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels- Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 23 novembre 2021 d'un organisme extérieur qui atteste de la conformité des installations électriques de tous les aérogénérateurs du site. Celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Le contrôle a été réalisé avant la mise en service industrielle du parc au 1 ^{er} mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Implantation géographique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 7 mai 2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative - Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées aux coordonnées suivantes : [tableau non reproduit]
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées les coordonnées Lambert 93 des 6 aérogénérateurs ainsi que du poste de livraison. Les implantations sont conformes à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les 6 mois après la mise en service des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation, [...].</p> <p>Constats : Lors de la visite du 22 septembre 2022, l'exploitant n'avait pas réalisé de campagne de mesure acoustique après la mise en service des éoliennes le 1^{er} mars 2022.</p> <p>Le parc dispose d'un système de détection automatique (SDA). L'exploitant a indiqué à l'inspection que la campagne de mesure acoustique durerait environ deux semaines si les conditions de mesures sont réunies. Pendant cette période, le SDA doit être mis à l'arrêt pour ne pas altérer les résultats des mesures acoustiques avec un fonctionnement continu des aérogénérateurs.</p> <p>En effet, si le système de détection reste actif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En période d'arrêt forcé des éoliennes pour la campagne acoustique, s'il y a une détection, le système va envoyer une demande d'arrêt de l'éolienne, ce qui n'est pas problématique puisque l'éolienne est déjà à l'arrêt. En revanche, le système enverra une demande de redémarrage de l'éolienne ce qui faussera toute la période d'arrêt forcé des éoliennes pour la campagne ; - En période de marche forcée des éoliennes pour la campagne acoustique, des éoliennes s'arrêteront momentanément, ce qui faussera la période de mesure pour la marche forcée de la campagne acoustique. <p>La possibilité de désactiver le SDA en mettant sur site un écologue qui pourrait gérer les « start » et « stop » de la machine n'est pas une solution envisageable, puisque le problème reste identique.</p> <p>L'inspection a contacté par courriel du 2 septembre 2022 le référent régional éolien du service de prévention des risques de la DREAL Grand Est.</p> <p>Il a été convenu avec l'exploitant d'autoriser la désactivation du système de détection pour la période de réalisation de la campagne de mesure acoustique (2 semaines) afin qu'elle soit représentative, sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De sa réalisation à la période la moins propice à la migration de l'avifaune ; - De l'envoi d'un courrier à la préfecture de la Moselle informant des dates de la coupure du SDA et de la remise en service du système. <p>Par courriel du 14 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis de l'entreprise VALOREM signé pour la réalisation de la campagne de mesure acoustique à partir du 10 février 2023.</p> <p>Par courriel du 27 janvier 2023, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées une copie du courrier envoyé à la préfecture de la Moselle le même jour informant du début de l'arrêt du SDA pour la réalisation de la campagne acoustique.</p> <p>La prescription de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2018 n'est pas respectée pour la réalisation de la campagne acoustique dans les 6 mois après la mise en service de l'installation. Cependant, au vu de la transmission du devis signé pour la réalisation de la campagne mi-février 2023, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat et de contrôler ce point lors d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Accès carrossable

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un accès carrossable permettait l'accès au pied de chacun des aérogénérateurs ainsi qu'au poste de livraison. Les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prescriptions à observer par les tiers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
Thème(s) : Situation administrative - Identification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les 6 aérogénérateurs sont identifiés en caractères lisibles sur leur mât. Le poste de livraison ainsi que les aérogénérateurs sont équipés de pictogrammes et consignes de sécurité tels que décrits à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels - Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'aérogénérateur L4 contrôlé disposait de deux extincteurs de dioxyde de carbone, placés dans la nacelle et au pied de celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Suivi environnemental avifaune et chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 12
Thème(s) : Autre - Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p> <p>Constats : Par courriel du 23 septembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le devis signé avec les bureaux d'étude de Tauw le 11 février 2022 et de Lustrat le 24 février 2022 pour, respectivement, la réalisation du suivi environnemental et écoute chiroptères en hauteur pour l'année 2022. Ces suivis permettront notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Les suivis ont débuté en février 2022 et se sont poursuivis jusqu'au mois de novembre 2022. Par courriel du 24 janvier 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les résultats de ces études seront transmises à l'inspection des installations classées avant le 30 mars 2023, soit dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Bridage chiroptérologique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 2 août 2018, article 3
Thème(s) : Autre - Bridage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un bridage des éoliennes (arrêt des machines), permettant d'interrompre leur fonctionnement durant les périodes de forte activité des chiroptères, et d'éviter leur mortalité, est mis en place. Cette mesure s'applique comme suit sur chacune des éoliennes, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none">- de début avril à fin octobre ;- 1 h avant le coucher du soleil à 1 h après le lever du soleil ;- lorsque les conditions météorologiques sont favorables : vitesse du vent inférieure à 6 m/s, absence de pluie, température extérieure supérieure à 10° C. [...]
Constats : Par courriel du 3 octobre 2022, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées une photographie de suivi du bridage des éoliennes sur la période du 1er avril 2022 à la date de l'inspection (22 septembre 2022). Les conditions de bridage sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Suivi environnemental du Milan royal

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 4, mesure 2
Thème(s) : Autre - Suivi environnemental espèces
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'engage à réaliser un suivi spécifique du Milan royal pendant les trois premières années de fonctionnement du parc. Chaque suivi est réalisé sur un cycle biologique annuel complet des Milans lors des périodes de migration et de reproduction, afin d'identifier leurs comportements. [...] Un rapport annuel de suivi est communiqué par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées avant le 31 mars de l'année N+1.
Constats : Le suivi spécifique du Milan royal est intégré au devis signé pour la réalisation du suivi environnemental par la société Tauw présenté par l'exploitant par courriel du 23 septembre 2022. L'inspection rappelle à l'exploitant que le rapport annuel de suivi devra être communiqué à l'inspection avant le 31 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23 août 2018, article 4, mesure 3
Thème(s) : Autre - SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision conduisant à une mortalité d'espèces protégées et menacées. Dans cette optique, un système de détection d'oiseau (vision artificielle, radar ou autre technique disponible), adapté aux différents types de vols en fonction des espèces, et d'effarouchement sonore, est mis en place de façon à couvrir chaque éolienne du parc. Ce dispositif doit, par ailleurs, permettre l'arrêt automatique des éoliennes en cas d'approche d'oiseau en vol dans la zone à risque de collision.</p> <p>[...]</p> <p>Une procédure, définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines...) et de maintenance, est rédigée et communiquée à l'Inspection des Installations Classées dès la mise en service du parc éolien.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Le dispositif de détection de l'avifaune (SDA) est effectif depuis la mise en service du parc, le 1^{er} mars 2022. Il couvre l'ensemble des éoliennes du parc.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 23 septembre 2022, la procédure "Pro Bird" du système définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines...) et de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet